

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DES PROCEDURES PUBLIQUES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES
ET DES INSTALLATIONS CLASSEES
JH/AD

ARRÊTÉ

du - 3 SEP. 2015

portant mise en demeure à la Société de Traitement des Eaux Industrielles de Huningue (STEIH) de se conformer aux prescriptions complémentaires relatives à la réhabilitation du site

Le Préfet du Haut-Rhin
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7, du code de l'environnement et notamment son article L171-8 I,

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires encadrant les travaux de réhabilitation de la STEIH :

- arrêté n°2012219-0032 du 6 août 2012
- arrêté n°2013189-0009 du 8 juillet 2013
- arrêté n°2013340-0011 du 6 décembre 2013

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014217-0009 du 5 août 2014 portant prescriptions complémentaires s'agissant de la réhabilitation du site géré par la société STEIH à Huningue,

VU le rapport du 18 août 2015 de la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Alsace chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT qu'il a été transmis à l'Inspection des installations classées des valeurs de rejets supérieures aux concentrations maximales admises fixées à 2mg/Nm³ s'agissant des substances de mentions H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou de phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (exprimés en équivalent massique, somme des différents composés) dont : benzène.

CONSIDÉRANT donc que les prescriptions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2014 susvisé ne sont pas respectées,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er}

La STEIH, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé avenue de Bâle à Huningue, est tenu de se conformer aux dispositions des articles suivants dans les délais impartis.

Article 2

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est mis en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Huningue, les prescriptions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2014 reprises ci-après :

« Les systèmes de traitement de l'air des tentes sont équipés de doubles filtres à charbon actif en série avec filtres à poussières.

En sortie des installations de traitement de l'air, mises en place sur les tentes de confinement, les valeurs limites des rejets en concentration sont les suivantes :

Substances	Concentration
<i>Substances de mentions H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou de phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (exprimés en équivalent massique, somme des différents composés) dont: benzène</i>	<i>2 mg/Nm³</i>
<i>Composés organiques volatils de mention H341 ou H351 ou à phrase de risque R40 ou R68 ou classé à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (exprimés en équivalent massique, somme des différents composés) dont: famille des chlorobenzènes – di, tri et tétrachlorobenzènes</i>	<i>20 mg/Nm³</i>
<i>α-HCH</i>	<i>15 µg/Nm³</i>
<i>β-HCH</i>	<i>3 µg/Nm³</i>
<i>γ-HCH</i>	<i>30 µg/Nm³</i>

Pour les dioxines et furanes (PCDD/F), la valeur limite d'émission en concentration est de 0,1 ng TEQ/m3. »

Article 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la STEIH, à l'attention de M. MULLER.

Fait à Colmar, le **- 3 SEP. 2015**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. de ces décisions.

